

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 1848

[C — 2009/29278]

19 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et des centres universitaires de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, notamment les articles 35 et 64, modifiés par les lois du 9 avril 1965 et du 28 mai 1971 et le décret du 31 avril 2004;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et des centres universitaires de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux du 4 août 1970, 14 septembre 1971, 15 décembre 1978, 31 août 1981, 21 avril 1987, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 17 février 1995, 11 avril 1995, et par les décrets des 12 juin 2003 et 3 mars 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, rendu le 26 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2009;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire, du 10 février 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 46.074/2 donné le 11 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Vice-présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et centres universitaires de l'Etat, les mots « et des centres universitaires de l'Etat » sont remplacés par les mots « de la Communauté française ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté est applicable à l'Université de Liège et à l'Université de Mons. »

Art. 3. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre II est remplacé par : « Des cours et des examens ».

Art. 4. Dans l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « du conseil de la faculté de l'école, de l'institut ou du centre interfacultaire » sont remplacés par les mots « du ou des organes »;

2° la proposition « et arrête la répartition, entre les diverses épreuves, des matières des examens conduisant à la collation des grades légaux et scientifiques » est supprimée.

Art. 5. Dans l'article 6 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 6. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 septembre 1971, est abrogé.

Art. 8. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 11, les mots « se font publiquement et » sont supprimés.

Art. 10. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 12. Les récipiendaires qui n'ont pas réussi d'une manière satisfaisante ou qui sont absents sans motif légitime sont ajournés.

Les récipiendaires empêchés pour des motifs légitimes sont excusés. »

Art. 11. L'article 13 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1991, le mot « vice-recteur » est remplacé par les mots « vice-recteur visé à l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat ».

Art. 13. Dans l'article 16 du même arrêté, les mots « de l'Etat » sont supprimés.

Art. 14. L'article 17 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 4 août 1970 et modifié par l'arrêté royal du 15 décembre 1978, est abrogé.

Art. 15. L'article 18 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Article 18. § 1^{er}. La déclaration de vacance d'emploi de l'administrateur est publiée au *Moniteur belge*, à l'initiative du recteur dans le courant du mois d'avril qui précède l'expiration du mandat de l'administrateur en fonction.

En vue d'examiner les candidatures et de procéder à l'élection, le conseil d'administration se réunit, au plus tard, pour la première fois, dans le courant du mois de juin.

§ 2. Est élu le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix.

Le résultat de l'élection est communiqué au Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

§ 3. L'administrateur élu entre en fonction à la même date que le recteur et le vice-recteur visé à l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat. »

Art. 16. A l'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 14 septembre 1971 et 21 avril 1987 et par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est abrogé;

2° le 3° ancien devient le 2°;

- 3° le 4° ancien devient le 3° nouveau rédigé comme suit : « 3° contresigne et remet les diplômes de docteur honoris causa. A titre transitoire, contresigne les diplômes académiques, contresigne et remet les diplômes d'agrégé de l'enseignement supérieur, encore soumis à la législation antérieure au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités; »
- 4° le 5° et le 6° anciens sont abrogés;
- 5° le 7° et le 8° anciens deviennent, respectivement, le 4° et le 5°;
- 6° le 9° ancien est abrogé.

Art. 17. A l'article 24 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 14 septembre 1971 et 21 avril 1987 et par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° instruit et exécute les missions qui lui sont confiées par le conseil d'administration aux termes de la lettre de mission. »

Art. 18. A l'article 25 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les éléments de numérotation « 3° » et « 7° » sont remplacés respectivement par « 2° » et par « 4° »;
- 2° à l'alinéa 2, l'élément de numérotation « , 1° » est supprimé;
- 3° à l'alinéa 3, les mots « en cas de nécessité, le » sont remplacés par le mot « Le ».

Art. 19. A l'article 26 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au 1°, le mot « services » est remplacé par les mots « services et organes » et les mots « du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service » sont remplacés par les mots « du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé »;
- 2° au 2°, le mot « établi » est remplacé par le mot « arrête ».

Art. 20. A l'article 27 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le 2° est abrogé;
- 2° le 3° ancien devient le 2°.

Art. 21. Dans l'article 28 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 14 septembre 1971, le mot « permanent » est remplacé par les mots « exécutif, s'il existe ».

Art. 22. Dans l'intitulé de la section III du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 14 septembre 1971, les mots « et du bureau permanent » sont supprimés.

Art. 23. Dans l'article 29 du même arrêté, le mot « francs » est remplacé par le mot « ouvrables ».

Art. 24. Dans l'article 31, alinéa 2, du même arrêté, les mots « , 16bis » sont supprimés.

Art. 25. A l'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1971, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les mots « l'éméritat » sont remplacés par les mots « la retraite »;
- 2° les mots « continuer leurs cours » sont remplacés par les mots « poursuivre leurs activités universitaires ».

Art. 26. L'article 32bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 14 septembre 1971 et complété par le décret du 16 juin 2003, est abrogé.

Art. 27. A l'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1971, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le deuxième tiret est remplacé par « - le vice-recteur, visé à l'article 9, § 1^{er}, de la loi précitée du 28 avril 1953; »
- 2° avant le quatrième tiret, il est inséré un tiret nouveau rédigé comme suit : « - les vice-recteurs; »
- 3° les quatrième, cinquième et sixième tirets anciens deviennent respectivement les cinquième, sixième et septième tirets;
- 4° avant le septième tiret ancien, il est inséré un tiret nouveau rédigé comme suit : « - les autorités des organes créés conformément à l'article 4 de la loi précitée à l'exception des facultés dans l'ordre fixé par le conseil d'administration; »
- 5° les septième et huitième tirets anciens deviennent respectivement les neuvième et dixième tirets;
- 6° le neuvième tiret ancien devient le onzième tiret et est remplacé par « - les autres membres du conseil académique. »

Art. 28. A l'article 40 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1982 et par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le § 1^{er}, les mots « définitive des cours ou emplois de chargés de cours associés » sont remplacés par les mots « charges académiques »;
- 2° le § 2 est abrogé;
- 3° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« Si le ou les organes compétents intéressés estiment qu'une ou plusieurs charges vacantes peuvent être attribuées à un ou plusieurs professeurs ordinaires, professeurs extraordinaires, chargés de cours ou membres du personnel scientifique nommés à titre définitifs de l'université, le conseil d'administration peut décider que l'appel aux candidats n'aura pas lieu. »

Art. 29. A l'article 41 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :
« Les candidatures sont soumises aux organes dont la consultation est requise pour la charge vacante, conformément aux dispositions des articles 23, 23bis et 23ter de la loi précitée du 28 avril 1953. »;
- 2° au § 1^{er}, alinéa 2, le mot « collègue » est remplacé par le mot « organe »;
- 3° le § 1^{er}, alinéa 4, est abrogé.

Art. 30. L'article 42 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, est abrogé.

Art. 31. Dans l'article 43, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1995, les mots « de l'Etat » sont supprimés.

Art. 32. Dans le même arrêté, les articles 44 à 46 sont abrogés.

Art. 33. A l'article 47, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° la phrase introductive est remplacée par : « Le conseil d'administration organise des suppléances, sur avis des organes compétents, dans les cas suivants : »;
- 2° au 1°, les mots « les cours sont définitivement vacants » sont remplacés par les mots « la charge est définitivement vacante ».

Art. 34. A l'article 48 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, devenant § 1^{er}, les mots « à un répétiteur ou » sont supprimés et les mots « ou de docteur spécial » sont remplacés par les mots « , de docteur spécial ou de docteur avec thèse »;
- 2° l'alinéa 2 ancien est supprimé;
- 3° l'article est complété par un second paragraphe rédigé comme suit :
« § 2. L'allocation de suppléance est égale à une fraction du traitement attribué à un chargé de cours à temps plein de même ancienneté, fixé par l'article 36 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, sur la base de la charge attribuée au suppléant par le Conseil d'administration.
En aucun cas, le total des allocations attribuées annuellement au suppléant ne peut dépasser cinquante pour cent du traitement précité. »

Art. 35. Dans le même arrêté, les articles 49 et 50 sont abrogés.

Art. 36. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2009-2010.

Art. 37. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1848

[C - 2009/29278]

19 MAART 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende algemeen reglement van de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, inzonderheid op de artikelen 35 en 64, gewijzigd bij de wetten van 9 april 1965 en van 28 mei 1971 en bij het decreet van 31 april 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende algemeen reglement van de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 augustus 1970, 14 september 1971, 15 december 1978, 31 augustus 1981, 21 april 1987, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1995, 11 april 1995 en bij de decreten van 12 juni 2003 en 3 maart 2004;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 januari 2009;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau, van 10 februari 2009;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 46.074/2 gegeven op 11 maart 2009, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-Présidente, Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende algemeen reglement van de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra, worden de woorden « van de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra » vervangen door de woorden « van de universiteiten en universitaire centra van de Franse Gemeenschap ».

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dit besluit is toepasselijk op de "Université de Liège » en de « Université de Mons ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen door « Coursussen en examens ».

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van de raad van de bevoegde faculteit van de school, van het bevoegd instituut of interfacultair centrum » vervangen door de woorden « van het bevoegde orgaan (de organen) »;

2° het zinsdeel « , alsook de verdeling, over de verschillende examens, van de vakken die voor het behalen van de wettelijke en wetenschappelijke graden voorgeschreven zijn » wordt geschrapt.

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden het 2e en het 3e lid geschrapt.

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 september 1971, wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 11 worden de woorden « geschieden in het openbaar en » geschrapt.

Art. 10. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 12. De examinandi die niet op een bevredigende wijze geslaagd zijn of die afwezig zijn zonder geldig motief worden uitgesteld.

De om wettige redenen verhinderde examinandi worden verontschuldigd. »

Art. 11. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1991, wordt het woord « vice-rector » vervangen door de woorden « vice-rector bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat ».

Art. 13. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de Staat » geschrapt.

Art. 14. Artikel 17 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1970 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 december 1978, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 18. § 1. De vacantverklaring van de betrekking van bestuurder wordt op het initiatief van de rector in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, in de loop van de maand april die aan de afloop van het mandaat van de in ambt zijnde bestuurder voorafgaat.

Teneinde de kandidaturen te onderzoeken en aan de verkiezing over te gaan, komt de raad van bestuur ten laatste bijeen voor de eerste keer in de loop van de maand juni.

§ 2. De kandidaat die het grootste aantal stemmen behaalt, wordt verkozen.

Het resultaat van de verkiezing wordt aan de Minister bevoegd voor het universitair onderwijs meegedeeld.

§ 3. De verkozen bestuurder aanvaardt zijn ambt op dezelfde datum als de rector en de vice-rector bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat. »

Art. 16. In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 september 1971 en 21 april 1987 en bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt opgeheven;

2° het vroegere 3° wordt 2°;

3° het vroegere 4° wordt het nieuwe 3°, luidend als volgt : « 3° hij ondertekent en reikt de diploma's uit van doctor honoris causa. Bij wijze van overgangmaatregel ondertekent hij de academische diploma's, ondertekent en reikt hij de diploma's uit van geaggregeerde voor het hoger onderwijs, nog onderworpen aan de wetgeving die van kracht was vóór het decreet van 31 maart 2004 betreffende de reglementering van het hoger kunstonderwijs met het oog op integratie in de Europese ruimte; »

4° vroegere 5° en 6° worden opgeheven;

5° vroegere 7° en 8° worden respectievelijk 4° en 5°;

6° vroegere 9° wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 september 1971 en 21 april 1987 en bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° onderzoekt en voert hij de opdrachten uit die hem worden toevertrouwd door de raad van bestuur luidens het opdrachtenblad. »

Art. 18. In artikel 25 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1e lid worden de punten « 3° » en « 7° » respectievelijk vervangen door « 2° » en « 4° »;

2° in het 2e lid wordt punt « 1° » geschrapt;

3° in het 3e lid worden de woorden « In geval van noodzaak kunnen de » vervangen door het woord « De ».

Art. 19. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in 1° wordt het woord « diensten » vervangen door de woorden « diensten en organen » en worden de woorden « het administratief personeel, het gespecialiseerd personeel, het meesters, vak- en dienstpersoneel » vervangen door de woorden « van het bestuurs- en toegevoegd personeel, administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel »;
- 2° in de Franse tekst wordt het woord « établit » vervangen door het woord « arrête ».

Art. 20. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° 2° wordt opgeheven;
- 2° vroeger punt 3° wordt punt 2°.

Art. 21. In artikel 28 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 september 1971 wordt het woord « vast » vervangen door de woorden « indien bestaande, executief ».

Art. 22. In het opschrift van de afdeling III van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 september 1971 worden de woorden « en van het vast bureau » geschrapt.

Art. 23. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de woorden « volle dagen » vervangen door het woord « werkdagen ».

Art. 24. In artikel 31, 2e lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « , 16bis » geschrapt.

Art. 25. In artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord « emeritaat » wordt vervangen door het woord « rustpensioen »;
- 2° de woorden « hun cursussen verder te geven » worden vervangen door de woorden « hun universitaire activiteiten verder te zetten ».

Art. 26. Art. 32bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1971 en aangevuld met het decreet van 16 juni 2003, wordt opgeheven.

Art. 27. In artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het tweede streepje wordt vervangen door « - de vice-rector, bedoeld in artikel 9, § 1, van voornoemde wet van 28 april 1953; »
- 2° vóór het vierde streepje wordt een nieuw streepje ingevoegd, luidend als volgt : « - de vice-rectoren; »
- 3° het vroegere vierde, vijfde en zesde streepje worden respectievelijk het vijfde, zesde en zevende streepje;
- 4° vóór het vroegere zevende streepje wordt een nieuw streepje ingevoegd, luidend als volgt :
« - de overheden van de organen opgericht overeenkomstig artikel 4 van voornoemde wet met uitzondering van de faculteiten in de volgorde vastgesteld door de raad van bestuur; »
- 5° het vroegere zevende en achtste streepje worden respectievelijk het negende en het tiende streepje;
- 6° het vroegere negende streepje wordt het elfde streepje en wordt vervangen door « - de andere leden van de academische raad. »

Art. 28. In artikel 40 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 1982 en bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden « Het definitief openstaan van cursussen of ambten van geassocieerd docent » vervangen door de woorden « Het openstaan van academische opdrachten »;
- 2° § 2 wordt opgeheven;
- 3° § 3 wordt vervangen door hetgeen volgt :
« Wanneer de betrokken bevoegde organen oordelen dat één of meer openstaande opdrachten aan één of meer gewone in vast verband op de universiteit benoemde hoogleraren, buitengewone hoogleraren, docenten of leden van het wetenschappelijk personeel kunnen worden toegewezen, kan de raad van bestuur beslissen dat er geen oproep tot kandidaten zal worden gericht. »

Art. 29. In artikel 41 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° § 1, 1e lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :
« De kandidaturen worden voorgelegd aan de organen waarvan de raadpleging voor de vacante cursus vereist is, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 23, 23bis en 23ter van voornoemde wet van 28 april 1953. »;
- 2° in § 1, 2e lid wordt het woord « college » vervangen door het woord « orgaan »;
- 3° § 1, 4e lid, wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, wordt opgeheven.

Art. 31. In artikel 43, 1e lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 11 april 1995, worden de woorden « van de Staat » geschrapt.

Art. 32. In hetzelfde besluit worden de artikelen 44 tot 46 opgeheven.

Art. 33. In artikel 47, 1e lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de inleidende zin wordt vervangen door : « De raad van bestuur organiseert plaatsvervangingen op het advies van de bevoegde organen, in de volgende gevallen : »;
- 2° in 1° worden de woorden « de cursussen definitief vacant zijn » vervangen door de woorden « de opdracht definitief vacant is ».

Art. 34. In artikel 48 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het 1e lid, dat § 1 wordt, worden de woorden « aan een repetitor of » geschrapt en worden de woorden « of van speciaal doctor » vervangen door de woorden « , van speciaal doctor of van doctor met thesis »;
- 2° het vroegere 2e lid wordt geschrapt;
- 3° het artikel wordt aangevuld met een tweede paragraaf luidend als volgt :
« § 2. De plaatsvervangingsstoelage is gelijk aan een fractie van de bezoldiging toegekend aan een voltijdse docent met dezelfde anciënniteit, bepaald bij artikel 36 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs door de Staat.
In geen enkel geval kan het totaal van de toelagen die jaarlijkse toegekend worden aan de plaatsvervanger vijftig percent overschrijden van voormelde bezoldiging. »

Art. 35. In hetzelfde besluit worden de artikelen 49 en 50 opgeheven.

Art. 36. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2009-2010.

Art. 37. De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 maart 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Présidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1849

[C - 2009/29279]

8 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, notamment l'article 29, alinéa 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991 relatif au fonctionnement du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, notamment l'article 7;

Considérant que le Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse a arrêté son règlement d'ordre intérieur en sa séance du 12 février 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse annexe au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 8 avril 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Règlement d'ordre intérieur du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse

CHAPITRE I^{er}. — Convocations

Article 1^{er}. Les réunions plénières du Conseil se tiennent à l' « Espace 27 septembre », boulevard Léopold II, 44 à 1080 Molenbeek (Bruxelles) aux jours et heures fixés préalablement par le Président.

Les convocations sont expédiées au plus tard 8 jours calendrier avant la date de la réunion.

Art. 2. Lorsqu'en vertu de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif du 14 mai 1991, un tiers au moins des membres sollicite une réunion du Conseil, ces membres sont tenus de faire parvenir par écrit au Président une demande cosignée et motivée.

Le Président adressera au plus tard dans les 8 jours calendrier de la réception de la demande une convocation à l'ensemble des membres qui sera accompagnée de cette demande motivée.

CHAPITRE II. — Bureau

Art. 3. Un bureau composé du président et des vice-présidents assure la préparation des réunions, le fonctionnement et le suivi des travaux du Conseil.

Le fonctionnaire assurant le secrétariat du Conseil assiste aux réunions du Bureau.

Art. 4. Suivant les circonstances, le Bureau peut proposer au Conseil des points d'initiative ou sur proposition exprimée par un membre du CCAJ lors d'une séance précédente.

Art. 5. Le courrier du Conseil est signé par le président et au moins un des vice-présidents.

Après consultation du Bureau, le Président peut déléguer au cas par cas la signature formelle du courrier à la personne chargée du secrétariat.